

Liminaire CTL du 04/02/2020

Monsieur le Président,

Alors que le gouvernement poursuit la mise en œuvre du projet libéral de destruction du modèle social avec le projet de réforme des retraites et la remise en cause des services publics, la DGFIP et ses personnels sont depuis des années au cœur de cette cible idéologique. Soumis à de nombreuses restructurations, à des vagues successives de suppressions de postes, à un management contraignant et à une hausse de la charge de travail, les agents des finances publiques subissent une dégradation continue et préoccupante de leurs conditions de travail.

La Direction générale des finances publiques est à la croisée des chemins. Les pouvoirs publics veulent imposer une profonde refonte du réseau territorial qui se traduira par de nombreuses suppressions et transferts de services et missions vers d'autres opérateurs publics et de plus en plus fréquemment privés (la poste, buralistes,...). Il en résulterait une contraction brutale et inédite de la présence territoriale de la DGFIP alors que les besoins sont de plus en plus importants en termes d'accueil, de lutte contre la fraude fiscale ou de gestion des collectivités locales. Parallèlement, le pouvoir engage une remise en cause inédite des principes, du statut et de l'organisation de la fonction publique.

Dans cette période inédite, il était devenu indispensable de dresser un bilan et une analyse de l'ensemble de ces évolutions, de leur impact sur les conditions de travail des agents et d'exposer certaines propositions pro actives pour améliorer ces dernières. C'est le sens du rapport publié par Solidaires Finances Publiques intitulé "*La réforme nuit gravement...*" qui comporte, outre une analyse de l'évolution globale de la DGFIP, des données chiffrées assorties de témoignages.

La hausse de la charge de travail est démontrée. A titre d'exemples, entre 2008 et 2018 :
- le nombre d'avis d'impôt sur le revenu a progressé de 6,3% ;

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

- le nombre d'avis de taxe d'habitation a progressé de 5,4% et de 12,9% en matière de taxe foncière ;
- le nombre d'entreprises soumises à TVA a progressé de 49,5% et celui d'entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de 54,5% ;
- le volume des sollicitations dans les accueils des services a progressé de 27,4%. Cette tendance s'observe dans les autres missions de la DGFIP.

L'intensification du travail qui résulte de l'effet ciseau "plus de travail/moins de moyens" est une réalité :

- le nombre d'heures écrêtées en 2018 représente près de 260 emplois à temps plein ;
- le nombre de jours déposés sur un CET représente un peu plus de 7000 emplois à temps plein sur l'année 2018. Ce nombre est en constante évolution depuis 2015 (+20% entre 2015 et 2018).

Même les travaux officiels montrent une réelle et préoccupante dégradation des conditions de travail consécutive à cette évolution générale :

- entre 2011 et 2018, le nombre de situations de souffrance au travail se sont officiellement accrues de 25% (davantage si le nombre de situations non déclarées était révélé) ;
- 76% des agents sont pessimistes concernant leur propre avenir au sein de la DGFIP contre 55% en 2016...

Dans le Nord, le constat est clair au vu des chiffres transmis sur l'accueil des SIP. Sur la moitié des SIP le nombre de personnes accueillies a considérablement augmenté. Les années passent et vous tenez toujours le même discours : l'annonce d'une baisse significative de la fréquentation de l'accueil avec notamment la déclaration en ligne obligatoire, la mise en place du prélèvement à la source, la suppression de la taxe d'habitation... Et pourtant les chiffres sont là ! Une baisse moyenne de 85 personnes entre 2018 et 2019 selon les statistiques enregistrées, nous sommes loin d'une baisse significative sachant pertinemment que pour de nombreux sites les contribuables reçus en pré-accueil ne sont pas ou mal comptabilisés (les services d'accueil étant souvent débordés ils ont donc très souvent négligé d'utiliser l'outil Sirhius). Les chiffres que vous nous communiquez ne concernent que la période 2017/2019, n'aurait-il pas été plus judicieux de les examiner sur une période plus longue ?

Dans une précédente instance, la Direction affirmait également que le PAS n'allait pas générer un afflux supplémentaire dans les accueils et plus globalement dans les différents canaux de contact. Quelle a été notre surprise de constater sur les documents transmis qu'enfin il y était fait mention d'un accueil permanent dû au PAS sur l'année. La DRFIP prendrait-elle enfin conscience de la situation ? Le rapport national rédigé par Solidaires Finances Publiques indique sur la période une très forte hausse des sollicitations à l'accueil. Il serait en outre plus qu'intéressant que vous communiquiez sur les chiffres de

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

sollicitations via e-contact qui sont une autre forme d'accueil, et qui ont explosé sur la période.

Une chose est en revanche certaine, la DRFiP n'a toujours pas pris conscience du sens de la communication. C'est en effet avec stupéfaction que nous avons pris connaissance par voie de presse de l'installation d'un futur service de la DG à Denain, ce qui fait notamment écho au dialogue pratiqué depuis le mois de Juin sur le sujet du nouveau réseau de proximité. Quel étonnement également de voir que la "réserve républicaine" s'applique quand il s'agit de dévoiler à vos agents l'arlésienne de la version 2 de votre nouveau réseau, mais qu'elle est occultée lorsque le ministre Gérald Darmanin et le secrétaire d'état Olivier Dussopt désirent communiquer. Deux poids, deux mesures.

Solidaires Finances Publiques exige :

- le retrait du projet de réforme des retraites ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- le retrait immédiat du plan Darmanin ;
- l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives dans le cadre des CAP sur la base de règles de gestion transparentes et négociées au niveau national ;
- la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins ;
- une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions de C en B et de B en A ;
- l'augmentation de la valeur du point d'indice ;
- la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)